

## Convention de mise à disposition du boulodrome André Bernardi à l'association « Otantic pétanque baixoise »

Suite à la sollicitation du club de pétanque de la commune de Baix, et dans le cadre de sa politique de solidarité avec les communes environnantes, plus précisément de l'aide apportée aux associations sportives, la commune de LE POUZIN a décidé de mettre à disposition le boulodrome municipal André Bernardi. Cette décision a été validée en Conseil Municipal le 18 décembre 2023.

La présente convention établit les modalités de mise à disposition de cet équipement entre :

La commune de LE POUZIN représentée par son maire, Monsieur Christophe VIGNAL

ET

L'Association sportive Otantic Pétanque Baixoise dont le siège est situé Mairie de Baix 25 place de la République 07210 Baix représentée par son président Philippe PLATET

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet la mise à disposition des terrains de jeu, des sanitaires et du parking du boulodrome André Bernardi.

Cette mise à disposition est consentie pour les entraînements des joueurs et joueuses licenciés à la FFPJP au club de l'Otantic Pétanque Baixoise.

### **Article 2 – Durée**

La présente convention est conclue à compter du 18 décembre 2023 pour la saison sportive 2023/2024. Elle est renouvelable par tacite reconduction.

En début de chaque saison sportive un créneau de mise à disposition sera attribué à l'association sur une soirée hebdomadaire, de 18h00 à 21h00 pour la période du mois de novembre au mois d'avril inclus.

Les créneaux pourront être modifiés chaque année, le cas échéant toute modification après concertation entre les parties concernées fera l'objet d'un courrier de la mairie de Le Pouzin.

Cette mise à disposition reste subordonnée à la disponibilité de l'équipement.

La mise à disposition peut être suspendue par la municipalité en cas de force majeure.

### **Article 3 – Contrepartie financière**

Une participation aux coûts de fonctionnement sera versée annuellement par l'association à la mairie, cette somme est initialement fixée à 500€ par saison sportive. Toute modification de cette participation, définie par la Mairie avant le début de chaque saison, fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

### **Article 4 – Nature des activités autorisées**

Les activités sont de nature sportives, compatibles avec l'objet de l'association, la nature des locaux et des équipements sportifs mis à disposition, leur aménagement et les règles qui y sont attachées en matière de sécurité publique. Les activités doivent se dérouler en la présence et sous la surveillance effective d'un responsable désigné agissant pour le compte de l'association.

## **Article 5 – Sécurité, accès du public et règlement intérieur**

L'association doit se conformer aux prescriptions fixées par les règlements en vigueur en matière de sécurité et d'accès au public afférents aux locaux et équipements sportif municipaux mis à disposition et s'engage à s'assurer du respect par ses membres, de toutes règlementation intérieures et consignes particulières de fonctionnement décidées par la commune.

## **Article 6 – Assurance**

La commune de Le Pouzin s'engage en qualité de propriétaire à assurer l'ensemble des équipements sportifs. Son assurance ne pourra pas assurer le matériel ne lui appartenant pas.

L'association s'engage à souscrire un contrat d'assurance pour garantir sa responsabilité civile, et notamment garantir la commune contre tous les sinistres dont l'association pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui de ses adhérents. Une attestation d'assurance pourra être, à cet effet, demandée par la commune.

## **Article 7 – Dénonciation, résiliation**

La présente convention est résiliée de plein droit en cas de constat par la commune d'une utilisation de l'équipement sportif non conforme à sa destination.

Dans les autres cas, la présente convention pourra être résiliée avant l'arrivée de son terme, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée A.R. avec un préavis de trois mois.

Cette convention, en tant que contrat administratif d'occupation du domaine public municipal, est résiliable à tout moment par la commune qui a pour obligation d'en avertir l'association par courrier simple, sans que cette dernière puisse se prévaloir d'un droit à indemnité.

## **Article 8 – Règlement des litiges**

Tout litige né de l'application de la présente convention ou de son interprétation ne trouvant pas de règlement amiable relève de la compétence du tribunal administratif de LYON.

Fait à ....., le .....

Le Maire,  
Christophe VIGNAL

Le Président  
Philippe PLATET